

BGE 31 I 165

Bundesgericht (BGE), 1905-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_31_I_165

FR: ATF 31 I 165

IT: DTF 31 I 165

Volltext

164 C. Entscheidungen der Schuldbetreibungs- für oa~ ?Bereinigung~verfa~ren ließ ~h-t. 111 geHen. (Sotueit nun oa~felbe (- maß 9ier ntdjt befritten tft -) oie unabänoerlidje @runolnge bUbet für bie (ntdjt tueiter anfedjtl)are) m:ufna~me bel' betreffenoen ~oroerung in ben stoUofationß:p(an, vertritt Oiefeß 18erfa~ren in antiai:pierter 5ffieife bte {junftion einer m:uflegung oeb stoUofationß:planeß nadj m:ri. 147/8, inbem baourdj aUen ?Be" teiligten @e{egen~eit gegeben mirb, beftimmte öur qsfiinbung auge" Inffene ~orberungen, nämUdj oie unter ~rt. 111 faUenben, in S)ht~djt aur i~re m:ntheHna~me am mertuertung~ergebni~ au oe" ftreiten. stommt nun nber oie erfolgreichje ?Sefrtreitung eine~ ein, aelnen bel' ?Seteiligten feinem ber anbern, untätig gebliebenen ?Beteiligten au gute, fo ~at baß m:mt bie betreffenbe ~orberung aß von oiefen aUen anerfnnt au betrdjten unb fie beß~alb in bel' 5ffieije unb f:peaieU in bem .?Betrage, tute j'te gemä~ m:rt. 111 angemelbet ~orben tuar, im qslane au toUo3ieren. 1)nß geridjt. lidje Urteil ~ingegen, tueldjeb Oie m:nfedjtung bel' ~orberung gut" ~ieB, ~at feine ?Bebeutung für bie JroUofation bel' ~orberung, fonbern nur für bie atuidjen bem m:nfedjtung~f(äger 1mb bem m:nfedjtungßbeflagten au löfenbe 18erteilungsfrage. 4. m:uf @mnb beß @efagten ergtöt fidj nun für ben vodiegen" ben {jaU fo!genbeß: 1)a.6 ?Setreibung\$antt tft auniid)ft unridjtig 1.)Ct" fn"9ren, inbem eß oie ~orbemng bel' lRefurrentin blo% in bem vor~ ger geridjtUdj feftgefteuten ?Setrag von 993 ~r. in ben .reoUofn" tionß:plan etngefteUt ~at. 3u foUoatereu tunr biefe ~orberung viel~ mel)! in bem aur m:nme!bung gebradjten ?Setrnce von 1475 1Sr., fomtt IV. unb V. stlaffe mit je 737 ~r. 50 (;\$;tß. 1)er in IV. .refaffe toUoaterte ?Betrage bon 737 1Sr. 50 (;\$;tß. tuäre an j'tdj au~ bem 778 ~r. 20 (;\$;tß. betragenben 0:rlßfe bOU au beeten. ~un 9at aber im 18er~ältni\$ oU bel' ~nfedjtung~flägerin, ~irmll IR. @. & IR. ?Silur, oie ~orberung oer lRefurrentin nur im ?Betrage bon 993 ~r., in IV. Stlllffe, fontit im .?Betrnge bon 496 ~r. 50 (;\$;t~. al~ anerfannt au gelten. m:u~ bel' 1)ifferena atuidjen biefer @umme unb ben bel' lRefurrentin in IV. .reCaffe ~ugemiefenen 737 ~r. 50 (Eiß. b. 9. IUß einem ?Betrage bon 241 ~r. fann fidj borerft (- tuie oie lRefurrentin unbefrttten gelaffen 9at -) bie m:nfedjtung\$tfägerin für il)re ~orberung bon 200 ~t. im (Sinne bon m:tt. 250 m:6f. 3 (Sa~ 1 6efriebigt ntadjen, fo bajß bie ffi:e~ und Konkurskammer. N° 26. 165 furrentin in IV. Jtlafle inßgeiamt 496 ~r. 50 (;\$;tß. plus 41 ~t" b. ~. 537 ~r. 50 G\$;t.6. 3u3uteHen finb. @emä% bem @efagten 6leiOt nun aber nadj 1)eeutung bel' IV. straffe unb ?Sefrtreitung bel' m:nfedj~ tung~f(ägerin mit aufammen 737 ~r. 50 (;\$;tß. 1)on beln (778 ~r. 20 (;\$;t~. betragenben) 0:rlö~ immer nodj eine lReftaution)on 40 ~r. 70 (;\$;t.6./ bie unter bie @läubtger V. straffe (mit 0:infdjluß bel' in bi eier stlaffe mit 737 ~r. 50 (;\$;tß. figurierenben lRefurrentin) 3Ut 18erteUung gelangen mu\{. ;jnfotueit nun bnß m:mt in V. .relajfe einen Mgern ?SeITaB, b. 9. 81 ~r. 70 (;\$;tß. aur 5BerteUung gebradjt 9at, ift bel' lRefur~ 9utöugeifßen unb bie 1)ifferena bon 40 ~r. ber lRefurrentin aß i9r nod) geöü"9renbe\$ 18erteilungsße~ treffnt.6 aU3uf:predjen. 1)fltnadj 9at bie 6djulbbetreibung~ unb stonfur~f(Umner erhnt: 1)er lRefur~ tuiro im 6hme bel'

0:rtuigung 4 ~iet)or begrünbet erUätt. 26. Arrêt du 14 février 1905, dans la cause Tarchini. Saisie de salaire, art. 98 LP. - Attributions et compétences du préposé aux poursuites. - Compétences de la Chambre des poursuites et des faillites, art. 19, al. 1 LP. A. Edouard Tarchini, voyageur de commerce, à Genève, créancier du sieur Georges Taban, au même lieu, d'une somme de 9276 fr. 15 c. en capital, aux termes d'un commandement de payer régulièrement passé en force, au le 29 novembre 1904, requis la continuation de la poursuite (par voie de saisie) contre son débiteur; le 3 décembre 1904, à défaut d'autres biens mobiliers saisissables, l'office de Genève saisit la somme de 30 fr. par mois sur le salaire du débiteur, - dame veuve Lapelleterie, tierce-saisie, ayant déclaré que ce salaire ne s'élevait qu'à la somme de 225 fr. par mois. Le 8 décembre 1904, le créancier requit de l'office une saisie complémentaire en indiquant que son débiteur, comme Directeur ou employé de la fabrique de postiches Lapelle- 166 C. Entscheidungen der Schuldbeitreibungs- terie, à Genève, avait un salaire fixe de 300 fr. par mois, - une indemnité de frais de voyages de 25 fr. par jour pour l'étranger ou de 14 fr. par jour pour la Suisse, outre le billet de chemin de fer, - plus enfin une part de 50 % dans les bénéfices de la maison. A cette nouvelle réquisition de saisie, l'office ne donna aucune suite; il se borna, le 12 décembre, à expédier au créancier une copie du procès-verbal de la saisie du 3 du même mois, en y ajoutant une fiche disant que dame Lapelleterie persistait dans ses déclarations précédentes et que, si le créancier n'était pas d'accord avec ces dernières, il pouvait demander «l'attribution de la créance :1>. B. Tarchini ayant, le 21 décembre, porté plainte contre l'office en raison de ces procédés, en concluant à ce que la saisie pratiquée contre son débiteur, au lieu de n'affecter qu'une somme de 30 fr. par mois, portât: « 10 sur le cinquième ou toute autre quotité du salaire fixe du débiteur; 20 sur l'entier de tous intérêts, parts ou bénéfices auxquels le débiteur peut avoir droit dans la maison Lapelleterie :1>, - l'Autorité cantonale de surveillance écarta cette plainte comme mal fondée par décision du 12 janvier 1905, motivée comme suit: " L'office a raison de déterminer la somme que le tiers- :. saisi doit retenir, de façon à savoir exactement ce que :1> celui-ci doit lui verser. Cette façon d'agir est, d'ailleurs, la » seule conforme à l'art. 93 LP. - En l'espèce, la quotité :1> du salaire non contesté du débiteur n'apparaît pas trop :1> faible, étant données les circonstances et les charges de :1> famille. - D'ailleurs Tarchini n'en demande pas l'augmen- :1> tation. - Quant aux prétendus bénéfices de Taban, l'office :1> ne les a pas saisis, parce que leur existence n'a pu lui » être démontrée. Il n'a pas commis de faute en agissant » ainsi. Si ces bénéfices venaient à être établis, ils ne de- » vraient d'ailleurs pas forcément être saisis en entier, en :. vertu de l'art. 93 LP. » C. Tarchini a déclaré, en temps utile, recourir au Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites. Le recou- und Konkurskammer. N° 26. 167 rant expose que, si le salaire de son débiteur ne s'élevait réellement qu'à 225 fr. par mois, il ne songerait pas à éon- tester l'appréciation de l'office sur la quotité saisissable de 30 fr. par mois, quand bien même cette quotité est généralement fixée au cinquième du salaire du débiteur. Mais, - dit-il - il y a connivence entre dame Lapelleterie et Taban , . pour dissimuler le montant réel du salaire de ce dernier ; ce salaire comprend en réalité: a) une somme fixe de 300 fr. par mois; b) des frais de voyages qui, à eux seuls, permettent déjà au débiteur de subvenir à son propre entretien; c) une part de 50 010 dans les bénéfices de la maison Lapelle- terie, cette part pouvant représenter une somme d'environ 4000 fr. par an. Le recourant déclare que 4: sa demande tend tout simplt'- ment à ce que la saisie qu'il a requise contre son débiteur Taban, porte sur toutes parts de saiaire et de bénéfices de son débiteur dans la maison Lapelleterie pour tout ce dont elles excMent la somme de 195 fr. par mois jugée neces- saire par l'office pour les besoins du

debiteur et de sa famille; ses conclusions cependant sont formulees comme suit: « plaise au Tribunal fédéral: annuler la décision dont recours; ordonner à l'office de Genève de saisir au préjudice du sieur Taban: 10 le cinquième du salaire fixe du débiteur, ou toute autre quotité déterminée jugée équitable, à l'exclusion de toute détermination en sommes; 20 l'entier, ou toute autre quotité déterminée jugée équitable de tous les intérêts, parts ou bénéfices quelconques auxquels le débiteur-saisi peut avoir droit dans la maison Lapelleterie. » . Statuant sur ces faits et considérant que: . . . Lorsque le montant du salaire du débiteur ne fait l'objet d'aucune contestation la détermination de la quotité saisissable de ce salaire est remise (art. 93 LP) à l'appréciation du Préposé sous le contrôle des autorités cantonales de surveillance (art. 17 et 18), et toutes les fois que cette détermination ne comporte qu'une question de fait et n'implique aucune violation des prescriptions mêmes de la loi, elle ne peut être déférée au Tribunal fédéral (art. 19, al. 1). Mais, en l'espèce, le recourant ne souleve pas la question de savoir si, en fait, et sur la base de la somme indiquée par la tierce-saisie comme étant le salaire mensuel du débiteur, la détermination de la quotité saisissable est justifiée ou non; la question que fait surgir le recours, est bien plutôt celle de savoir si, lorsqu'il y a contestation entre le créancier, d'une part, et le tiers-saisi ou le débiteur, d'autre part sur le montant du salaire de ce dernier, le Préposé peut se faire juge de cette contestation, en retenant, à son gré, pour la détermination de la quotité saisissable, les indications ou déclarations de l'une ou de l'autre des parties en cause. Cette question, toute d'ordre juridique, rentre évidemment dans la compétence du Tribunal fédéral, Chambre des Poursuites et des Faillites, en vertu de l'art. 19, al. 1 LP. En fait, en l'espèce, le Préposé, en se refusant à tenir compte des indications que le créancier lui avait données à l'appui de sa requête de continuer du 8 décembre 1904 s'est constitué juge de la contestation existant entre la tierce-saisie, dame Lapelleterie et le créancier, Tarchini, sur la question de savoir quel était le montant du salaire du débiteur, ou autrement dit le montant de la créance que le débiteur possède contre la tierce-saisie. Ce faisant, le Préposé est manifestement sorti des attributions que lui confère la loi. Le créancier qui requiert la saisie de tout ou partie de la créance que, suivant lui, son débiteur possède contre un tiers, doit être mis en situation, lorsque le débiteur ou le tiers-saisi contestent soit l'existence même, soit le montant de cette créance, de porter cette question de droit matériel devant le juge qui, seul, est compétent pour la résoudre (voir Archives de la poursuite, vol. m, N° 71, p. 172 et suiv.). Le préposé ne peut donc se refuser à saisir une créance parce que celle-ci se trouve contestée par le débiteur ou par le tiers-saisi. Or, il n'existe aucune raison d'en décider autrement lorsque cette créance est de nature conditionnelle und Konkurskammer. N° 26. 169 comme celle ayant pour objet un salaire (Archives de la poursuite, vol. II, N° 81, p. 184 et suiv.; Rec. off., vol. XXV, I, N° 23, p. 135 et suiv., - edit. sp. II, N° 7, p. 25 et suiv.). Le Préposé doit donc, pour déterminer la quotité saisissable du salaire du débiteur, tenir compte également des indications du créancier pour l'éventualité dans laquelle ce serait en faveur de ce dernier que se résoudrait devant le juge la contestation susmentionnée. Cependant, comme, en ne donnant pour base à la saisie que ces indications du créancier, le Préposé pourrait arriver à priver le débiteur, pendant un temps assez long (soit pendant toute la durée du procès), de tout ou partie de la quotité insaisissable de son salaire, si ces indications du créancier venaient à se révéler inexactes, il convient d'adopter une solution qui sauvegarde également les droits et les intérêts du débiteur dans une pareille hypothèse. Or, ce résultat peut facilement être atteint si le Préposé détermine en premier lieu la quotité saisissable et, partant, la quotité insaisissable en tout cas, du salaire du débiteur, sur la base des indica-

tions de ce deruier, ou du tiers-saisi, et s'il ne fait porter la saisie sur une somme plus elevee que pour autant qu'ultérieurement le créancier réussirait à obtenir du juge la reconnaissance du bien-fonde de ses allégués. Il est évident d'ailleurs que la quotité insaisissable d'un salaire dependant non seulement des besoins et des charges de famille du débiteur, mais encore de l'importance même de ce salaire, cette quotité devra être également déterminée à nouveau sur la base du salaire indiqué par le créancier. Le présent recours doit donc être déclaré fonde en principe, et le Preposé aux poursuites de Genève invite à donner suite à la requisition de continuer du 8 décembre 1904, en ce sens que la saisie du 3 décembre étant en tout cas maintenue, le Preposé devra compléter cette saisie en faisant également porter celle-ci sur tout ce dont la quotité saisissable déjà déterminée peut être augmentée dans la supposition dans laquelle les indications du créancier à ce sujet viendraient à se révéler dans la suite comme exactes.

170 C. Entscheidungen der Schuldbetreibungs- Par ces motifs, La Chambre des Poursuites et des Faillites prononce: Le recours est déclaré fonde dans le sens des motifs qui précèdent, et le Preposé aux poursuites de Genève invite à procéder ainsi qu'il est dit ci-dessus.

27. m:ußaug auß bem ,utf~db 'UOtU 14. ~\!6tUcl:t 1905 in ~a~en ~i33i unb ~tel:bet. Konkursverfahren. - Ist ein Verzicht der Gläubiger auf die Einberufung einer ersten Gläubigerversammlung rechtsgültig? Art. 285 ff. SchKG. 1. m:m 20. m:uguft 1903 beroilligte baß Jtrei~gerid)t IDaboß ba~ben~ticiu~ inventarü für ben 9Cad)laB beß ~erbinanb S)ueter, mndermelfter m IDaboß, ber mit S)intedaifung einer m5itwe uno eineß minberjäf)rigen <6of)neß berftorben roar. IDer „,lRecl)nungß~ e~fänger" (@rbf~nftßbennnfter) erll.lirfte am 3. IDEaember 1903 b,om .R:reißgeri~tßnußfd)u IDal.loß eine 9Cad)lauftunbung bon emem WConat, orad)te aoter teinen 9Cad)htÜbertrall 3u <5tanbe. Sn bel' ~oIge rief bie ~f)efrau beß merftorbenen, roeId)e, roie eß f~eint, bie ?IBeiterfüf)rung bel' mäcferei beß re~tern beforgt f)atte, ben .R:onfurß an, unb eß eröffnete geftü~t f)ierauf nm 14. Sa. nuat 1904 . baß .R:reißnmt mal.loß ben .R:ontuß über fie m:nna S)ueter, 9Cad)f. bon ~. S)ueter feL, maderei, IDn»o6~?l3ratl/'~ IDnß .R:onfurßamt IDai)oß mad)te biefte .R:onfurßeröffnung am 27. ,Snnuar befannt, unter ~inoerufung ber erfthen @lauoigeri)erfamm(ung auf ben 10. ~e6ruar. miefte merfamm(ullg, nn \l.leld)er (IUd) bel' lRe. tunent ?l3rnber unb für ben lRefurrenten Dtiaai m:b1.lofnt WCüller a{ß mertreter erfd)ienen mnren, naf)m einen merid)t beß .R:onfurß. amteß über ,Snl.lentat'aufnaf)me unb WCnffen6eftanb entgegen 6e~ f~[ofl) bie ?IBettetfüf)rung beß @efl'9afteß unb roaf)fte in bie ~on~ turß~ermalttt~ ben .R:onfurßoeamten 2. S~ft, ,S. 30ft unb ;snfo6 2enbt. 9Cad) ~debigung biefet :traftnben fam eß laut ?l3rotofoll und Konkurskammer. No il7. 171 au folgenbel' "aagemeiner Umfrage lJ : "S)etr Dr. matfd)i (- met= tteter bteier @lau6!ger -) fragt an, tueß~al6 bie ~rau beß €5d)ulbl)erß nun im .R:onfurße fei, ftau S)ueter jet S)err .R:onfurß; lieamter 2. „Soft giot bie m:nfil'9t beß .R:onfurßgerid)te~ 6efannt. Dr. matfd)i bef)aul'tet, baB bief ungefe~lid) fei, ba famtHd)e an< tuefenben @(auoiget nil'9tß an bel' m5it\l.l.e au forbern ~attelt unb biefte10e aud) feine ~rbid)nft anatreten 6ered)tigt mnr, ba fie {aut @efei} feine ~tbin beß ~olnfferß jei. IDiejer ~nfd)ift. aul'9 m:b1.lotnt WCüller, roat)tenb S)ntq)tmann „Soft auf bem <511tnb. ~untt beß .R:onfurßgerid)teß fteft). ~ß mitb bel' .R:onfurßi)erroal.tung bie m5eifung erteilt, oei bem .R:onfurßgerid)t i.lorftellig au roerben, foll'geß roolle ben .R:onfurß über bie S)intednffenfd)nft beß %erb. S)ueter jet eröffnen, ei)entueii m5eiter3ug./1 m:m 22. %eoruar erneuerte 'l)tbbofat smüller namenß beß IRia3i 6eim me.treibungßamt mai.loß ein fd)on 1.lot bel' <5tunbungß6eroilligung geftel)teß mege~ren um ~ortfei?ung einer gegen ben 9Cnd)lalj S)ueter geril'9teten metreibung 9Cr. 225, roo6ei er aUt megrün. bung unter anberm bemedte: m5itu-e S)ueter fei nad) fnntonalem ~r6red)te gar

nid)t ~rbin unb beß)n16 nud} nt~t lRed)tßnad)~ folgertn beß i)erftotoeuen S)ueter unb
banad) alt~ metfef)en in .R:ontut'ß erf{att morben. marauf eröffnete nm 1. WCara baß
.R:teiß< nmt mai)oß bie fonfurßnmtlid)e 2tquibation über "bie nußgefd)ln. gene
mednffenfd)nft!i beß S)ueter. IDaß .R:onfurßamt brnd)te bieie m:norbung unterm 2.
WCnta ~ut' ?l3u6lifation, ol}ne bamit bie ~inoerufung einer erfsten @Inubigeri.lerfammlng
öU l.leroiben, au bel' e~ in bel' %o(ge aud) nid)t gefommen tft. :Dte murl'9; füf)ung bel'
2iquibation tuurbe bon ber hn .R:onfurfe bel' m5Ume S)uetet am 10. ~ebrunt ernannten
.R:onfurß1.lermaUung an S)anb genommen unb eß roirfte biefen nmentlil'9 nul'9 6ei
~rftellung beß .R:ollfationß'l'laneß mit. mei biefem m:nlnffe HeB fid) &b1.lofat WCüUer
alß mertteter beß :Ri3ai mit if)t tn metreff bel' ~l'; maf)ung bel' für lRtaai gelteb
gemad)ten .R:onfurßfotberung in Unterf)anblungen ein. ,Sm .R:ollfation~~{nn rourbe
meber bie %otberung 1)(ia31ß nol'9 biefenige ?l3rnberß nnerfnnt, morauf lRi33i innett
~rift auf ßulaffung flagte, nil'9t bagegen q3taber. m:m 10. m:uauft 6erief baß .R:onfutßamt
but'd) ?l3uolifation im fanto; nalen m:mtß6(ntt 'bie 3meite @lauoigerl.lerlamm{ung auf
ben

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.